

Convention collective départementale
IDCC : 1966. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Loiret)
(31 janvier 1997)
(Bulletin officiel n° 1997-7 bis)
(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

AVENANT DU 30 NOVEMBRE 2018
RELATIF À L'INTERPRÉTATION DE L'ACCORD DU 5 JUILLET 2018
SUR LES RÉMUNÉRATIONS

NOR : ASET1950043M
IDCC : 1966

Entre :
UIMM Loiret Touraine,
D'une part, et
CFTC Loiret ;
FO Loiret ;
CFE-CGC Loiret ;
CFDT Loiret,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Une erreur matérielle a été commise dans la rédaction du dernier alinéa du préambule de l'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations.

Cette erreur réside dans la stipulation selon laquelle l'accord du 5 juillet 2018 est applicable au personnel non cadre des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire ». Même si elle ne génère pas de doute au regard du champ d'application convenu entre les signataires de l'accord, qui est circonscrit aux entreprises de la métallurgie du Loiret, il a été décidé de la corriger.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Interprétation des stipulations de l'accord

L'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations a été conclu dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques du Loiret. Il s'applique à l'ensemble du personnel non-cadre des entreprises de la métallurgie du Loiret.

L'indication, figurant au dernier alinéa du préambule, selon laquelle l'accord du 5 juillet 2018 est applicable au personnel non-cadre des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire » résulte d'une erreur de rédaction.

En conséquence, à la première phrase du dernier alinéa du préambule, il convient de lire, dès l'entrée en vigueur de l'accord du 5 juillet 2018, l'indication des « entreprises de la métallurgie du Loiret » en lieu et place de celle des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire ».

Article 2

Formalités et extension

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant interprétatif sera notifié à chacune des organisations représentatives.

En application de l'article D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant interprétatif sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe des conseils de prud'hommes de Montargis et d'Orléans.

Le présent avenant interprétatif de l'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations fera l'objet d'une demande d'extension selon l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à La Chapelle-Saint-Mesmin, le 30 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)